

#JeNeMeConfineraiPas : Pourquoi nous devons refuser un troisième confinement

Depuis plusieurs jours, l'exécutif nous prépare tranquillement à l'éventualité d'un troisième confinement, sans en préciser les modalités suggérant une dégradation de la situation épidémique.

La situation épidémique le justifie-t-elle ?

Si on examine les différents indicateurs sanitaires, voici ce que nous constatons :

Selon le réseau Sentinelles, réseau qui surveille l'évolution des épidémies en médecine de ville, le taux d'incidence des Infections Respiratoires Aiguës à Covid 19 (c'est-à-dire les patients présentant des symptômes en rapport avec le virus) en Semaine 2, est de 19 cas pour 100 000 habitants (environ 12 000 cas).

Ce taux est en baisse puisqu'il était la semaine précédente de 26 cas pour 100 000 habitants. À noter que ce taux est stable autour de 16 cas/100 000h depuis mi novembre.

À titre de comparaison le seuil épidémique de la grippe, c'est-à-dire le taux d'incidence à partir duquel on considère que l'épidémie démarre, est de 170 cas pour 100 000h. Au pic de l'épidémie le taux d'incidence peut varier entre 300 et 500 cas pour 100 000h.

Selon SOS médecin, le nombre d'actes pour suspicion de Covid effectués par cette structure est stable, voire en légère baisse de 1% en Semaine 2 par rapport à la Semaine 1.

Cette activité est également stable depuis mi-novembre.

Selon Santé Publique France, le nombre de tests positifs en Semaine 2 est stable par rapport à la semaine 1 avec une légère augmentation de 1%.

L'ensemble de ces indicateurs concorde et montre donc qu'il n'y a pas d'accélération de l'épidémie actuellement, alors même que l'on nous prédisait une reprise épidémique après les fêtes de fin d'année.

On note également qu'il n'y a pas de saturation ni des services hospitaliers ni des réanimations, et le nombre de personnes hospitalisées et d'admis en réanimation est stable depuis plusieurs semaines

Le confinement a-t-il une balance bénéfice risque favorable ?

Comme l'ont déjà montré différentes études, les mesures de confinement strict n'ont pas d'incidence sur l'évolution de l'épidémie et sur la réduction de la mortalité. La Suède, pays qui n'a pas mis en place de mesures de confinement et s'est appuyé sur la responsabilité de sa population, voit le nombre de cas diminuer et présente un taux de mortalité plus faible que la France.

Outre le coût économique, force est de constater que le coût sanitaire est énorme et que les effets négatifs du confinement sont nombreux et touchent l'ensemble de la population:

- Augmentation des troubles anxio-dépressifs avec augmentation de la délivrance des anxiolytiques et antidépresseurs,
- Syndrome dépressif et perte d'autonomie chez les sujets âgés,
- Retard au diagnostic et de prise en charge de pathologies cancéreuses,
- Augmentation de la surcharge pondérale et de l'obésité chez les enfants.

Notons également que la précarité et les troubles psychiques chez les étudiants, secondaires à l'arrêt des cours en présentiel, ne pourront être qu'aggravés par un nouveau confinement.

Le confinement est donc une mesure dont la balance bénéfice risque est défavorable.

Des alternatives à la politique sanitaire actuelle sont-elles possibles ?

Oui, il existe des alternatives aux mesures sanitaires actuelles.

Il faut dans un premier temps **mettre un terme à la politique de la peur néfaste pour l'état psychique de l'ensemble de la population toutes classes d'âge confondues.**

L'exécutif se doit, dans une situation de crise, de rassurer par un discours pédagogue qui doit s'appuyer sur la confiance en la responsabilité de ses concitoyens et non sur la culpabilisation ou l'infantilisation.

La population a très bien intégré depuis bientôt un an de crise les bons gestes à adopter :

- Consulter son médecin traitant afin de se faire tester dès les premiers symptômes, encore faut-il laisser aux médecins de ville la possibilité de faire leur métier et de prescrire les traitements nécessaires et adaptés à chaque patient qu'ils reçoivent.
- S'isoler dès la suspicion d'une maladie à Covid 19 et dès la réception du test positif. La diminution des infections saisonnières habituelles s'explique sans doute en partie par le respect de cet isolement dès l'apparition de symptômes suspects ainsi que par l'application des gestes barrières.
- Signaler les cas contacts afin d'assurer leur dépistage précoce.

La mise en place d'un nouveau confinement du fait de la situation épidémique est donc totalement disproportionnée. Il serait également injustifié du fait de son inefficacité démontrée.

De plus ses effets négatifs entraineront des conséquences sanitaires, psychiques économiques et sociales dramatiques et durables.

Par le hashtag « JeNeMeConfineraiPas » et par cette tribune, nous n'appelons pas à la désobéissance civile, mais souhaitons lancer un grand appel à la réflexion.

D'autres choix sont possibles et doivent être débattus de façon démocratique. Il n'est plus possible de laisser un conseil scientifique décider seul des mesures impactant le pays dans son ensemble, alors que les mêmes nous ont prévu depuis maintenant dix mois une apocalypse qui n'a jamais eu lieu.

Aussi, nous invitons dès à présent tous les décideurs à lancer une grande réflexion pour lutter d'une autre façon contre l'épidémie du covid-19.

En effet, si l'objectif des mesures sanitaires est de sauver des vies, **la mise en place de mesures toujours plus restrictives et disproportionnées risquent à terme d'en détruire bien plus.**

Nous lançons également un appel solennel au Président de la République, en lui demandant de prendre la décision courageuse de sortir de la logique infernale des confinements successifs.

Il n'est plus possible d'écouter les voix qui appellent à toujours plus de restrictions, d'enfermement et de coercition envers une population en détresse qui ne pourra en supporter davantage.

Ce confinement sera celui de trop. De toutes nos forces, nous nous y opposerons.

Docteur Fabien QUEDEVILLE
Médecin généraliste

Se joignent à cette tribune :

Jean-François TOUSSAINT, professeur de physiologie et directeur de l'IRMES,

Laurent TOUBIANA, épidémiologiste, directeur de l'IRSAN

Laurent MUCCHIELLI, sociologue et directeur de recherches au CNRS

Alexandre JARDIN, écrivain

Thibault Mercier, avocat, pour le Cercle Droit & Liberté

Emmanuelle E., Association « Victimes Covid-19 France »